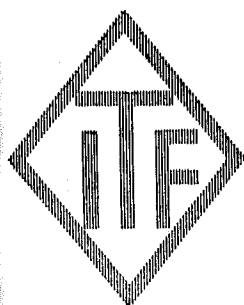




# FASCISME

N°21

Amsterdam, le 2 novembre 1935.



L'action de boycottage fait impression en Italie (ITF)  
La proclamation du boycottage contre le fascisme italien par les organisations des travailleurs des transports a vivement impressionné la classe ouvrière italienne. L'organe hebdomadaire des Corporations italiennes "Il Lavoro Fascista", a par une attaque violente contre les organisations internationales ouvrières, tenté d'atténuer cet effet. Avec beaucoup de tapage, il se dresse (dans son numéro du 12 octobre dernier) contre la déci-

sion de boycottage des marins et dockers français, en affirmant que cette action se dirige "contre l'Italie prolétarienne... Nous n'avons jamais cru aux Internationales ouvrières... Cependant, ce crime sera retenu par l'histoire avec les noms des mandants et des exécutants... Ce coup de poignard porté aux ouvriers italiens ne réussira pas à ébranler le bloc de granit que constituent les travailleurs italiens par leur adhésion disciplinée et inconditionnée au régime fasciste".

L'action contre le fascisme a cependant déjà sérieusement ébranlé "ce bloc de granit" de la confiance dans le régime; le ton nerveux de la défense de l'organe des corporations fascistes en est une preuve aussi. L'action de l'Internationale ouvrière, le boycottage proclamé par l'I.T.F. et ses organisations adhérentes ne se dirige pas contre la classe ouvrière italienne; au contraire, elle appuie "leur lutte pour la liberté et le droit à la vie", dans un esprit différent, il va sans dire, que ne l'entendait Mussolini. L'histoire de l'Italie libre honorera le nom de ceux qui combattent aujourd'hui la dictature fasciste.

Sévère condamnation. (I.T.F.) Les organisations syndicales aussi des Etats-Unis se prononcent avec véhémence contre l'invasion du fascisme italien en Abyssinie. Le président de la Fédération américaine du Travail, William Green, a écrit (le 11 octobre) au Syndicat libre des travailleurs italiens de l'habillement à New-York: "Je considère l'invasion de l'armée italienne en Abyssinie comme un acte irresponsable qui mérite d'être sévèrement condamné. Le mouvement ouvrier prend catégoriquement position contre cette guerre provoquée par l'Italie".

Les Italiens ont faim (ITF) Les prix des denrées alimentaires montent de plus en plus rapidement en Italie. Les frais de la campagne en Abyssinie doivent être en premier lieu couverts par des impôts: augmentation des taxes sur la consommation, imposition des transports de marchandises par rail et par eau et augmentation du prix du charbon par

le monopole d'Etat. En raison de la pénurie de devises étrangères, les importations sont limitées de plus en plus aux matières premières nécessaires à l'armement; les achats faits pour l'armée diminuent les provisions et l'inflation qui commence fait monter les prix, tandis que les salaires nominaux restent inchangés. Ceux qui ont de la fortune tâchent de se préserver de la hausse des prix en faisant des provisions. La vente de viande salée, de lard, de poisson salé et de fromage a notamment augmenté. Malgré ces approvisionnements le chiffre d'affaires du commerce de détail des denrées alimentaires a baissé, la consommation des familles ouvrières ayant beaucoup fléchi. Selon une enquête de l'Association milanaise des commerçants de détail, le chiffre de vente de juin 1934 se trouvait de 0,8% au-dessous de celui de janvier 1934 et en juin 1935 il était inférieur de 9,3%. En juillet 1934 la vente était de 13,4% inférieure à janvier 1934 et en juillet 1935 de 23,5%. En août 1934 elle était de 27,2% au-dessous du chiffre de janvier et en août 1935 déjà de 35,7%. Les ouvriers italiens ne mangent pas à leur faim.

La Heimwehr s'impose. (I.T.F.) "Le 30 juin 1934, Hitler a fait tuer Röhm, le véritable organisateur militaire de la victoire nazie, l'icône des S.A. Le 17 octobre, Starhemberg a privé Fey, le vainqueur des journées sanglantes de février 1934, de son siège ministériel. Fey était, contrairement au prince Starhemberg, qui a des liens de parenté avec les capitalistes et sait se mouvoir dans une société noble, le déclassé parvenu, le bourreau, dont on a besoin pour abattre les ouvriers, mais en même temps un élément incertain méprisé par tout le monde". (Emprunté au "Arbeiterzeitung" des socialistes révolutionnaires) On comprend pourquoi Fey a dû disparaître. En même temps que le ministre Fey, trois sous-secrétaires d'Etat et deux ministres, des Finances et de la Prévoyance sociale ont disparu. L'avocat de Starhemberg a été nommé ministre des Finances. La Heimwehr doit à présent pouvoir disposer de toute la caisse de l'Etat autrichien, vu que Mussolini qui, jusqu'à présent en finançait les dépenses, a maintenant besoin de l'argent italien pour sa guerre en Afrique. Un professeur d'université d'orientation monarchiste a été nommé ministre de la Prévoyance sociale. Le sous-secrétaire pour les questions ouvrières Grossauer a été remplacé par Znidaric de la Heimwehr. La direction de la Heimwehr, appuyée par les gros capitalistes, a combiné son geste contre le sous-chef rebelle d'un coup contre les restes de l'organisation ouvrière chrétienne radicalisée sous la pression des travailleurs. "Les travailleurs chrétiens perdent par le départ du sous-secrétaire Grossauer la possibilité d'une collaboration directe dans la gestion des affaires de l'Etat" ainsi se plaint l'organe central du mouvement ouvrier chrétien (N° 43). Le porte-parole des chrétiens, le conseiller d'Etat Kunschak a exprimé en toute modestie l'espoir que le nouveau sous-secrétaire d'Etat "ne commencera pas la guerre" contre ce qui reste de l'organisation chrétienne. Mais le nouveau ministre de la Prévoyance sociale a déjà annoncé une réorganisation complète d'ordre administratif dans la Commission syndicale, c'est-à-dire une épuration du syndicat unique fasciste de tous les anciens éléments chrétiens. Les chefs syndicalistes chrétiens ne peuvent pas songer à opposer une résistance. En février 1934 ils ont mis en mouvement leur organisation de défense, le Freiheitsbund, aux côtés de la Heimwehr contre les ouvriers socialistes. A présent le Freiheitsbund a été incorporé en même temps que d'autres organisations de défense dans la milice des Heimwehren. Cet été déjà, la Heimwehr avait déclaré ouvertement : " Sous l'influence de l'esprit de l'encyclique "Quadragesimo Anno" on a imposé aux milieux ouvriers marxistes une catégorie de chefs qui ne correspondaient par à leurs sentiments et à leurs convictions et vis-à-vis desquels ils se sentaient étrangers ". La Heimwehr s'opposa au développement du syndicat unique en une nouvelle organisation ouvrière chrétienne, contre la " solution de compromis qui ne peut être une solution définitive ". ( Innsbrucker Nachrichten, 28 août ). Les chrétiens qui ont détruit les organisations ouvrières ensemble avec la Heimwehr, veulent à présent faire appel aux ouvriers contre celle-ci. Le sous-secrétaire Grossauer avait réclamé la suppression des commissaires demandant une " collaboration et un contrôle de la part des ouvriers dans les efforts actuels dans le sens d'une cartellisation dans la création d'organes administratifs des instituts des assurances sociales," ainsi que la " préparation d'élections libres d'hommes de confiance". (Oesterreichische Arbeiterzeitung du 14 septembre). Il espérait en réclamant cela, que les travailleurs

se prononceraient pour les anciens syndicalistes chrétiens et contre les gens de la Heimwehr.

Cette initiative a coûté sa fonction au porte-parole des Chrétiens. Il a été remplacé au ministère par un élément sûr de la Heimwehr. Les organisations chrétiennes ont été privées de la possibilité d'une propagande publique et dans l'Etat corporatif chrétien il ne leur reste plus que de se consacrer aux congrégations catholiques. Le compromis avec le fascisme ne leur a servi à rien.

Un "Führer". (I.T.F.) Dans les dictatures fascistes les ministres sont considérés comme des chefs nés, placés au-dessus de toute critique. A présent l'organe central du mouvement chrétien des ouvriers et employés, la "Oesterreichische Arbeiterzeitung" a caractérisé d'une manière frappante un de ces chefs par la grâce de Dieu, jusqu'ici ministre de la Prévoyance sociale et de l'édification corporative: "Le ministre Neustädter-Stürmer a fourni une preuve irréfutable de l'insuffisance de ses connaissances pratiques pour les nécessités des fonctions qui lui ont été confiées. Son manque de capacité pour les fonctions de ministre de la Prévoyance sociale allait encore de pair avec une arrogance sans pareille et une tendance de vouloir toujours avoir raison. Il a opposé de la haine au mouvement ouvrier chrétien et à ses dirigeants et il a ressenti une joie enfantine lorsqu'il pouvait manifester son opposition à ses hommes, fût-ce par des coups d'épingle." La "Oesterreichische Arbeiterzeitung" a été confisquée à cause de cette critique si juste du premier ministre de la Prévoyance sociale de l'Etat corporatif chrétien et son rédacteur Kunschak, l'auteur de l'article, a été condamné à une amende.

Adhésion forcée. (I.T.F.) Officiellement le syndicat unique autrichien ne connaît qu'une adhésion facultative. En réalité toutefois l'adhésion est imposée aux travailleurs. Une circulaire de la direction de la fabrique de chaussures viennoise "Bally" est caractéristique des méthodes de recrutement du syndicat unique: "La direction de la maison Bally a adressé depuis plus d'un an, à plusieurs reprises l'invitation à ses salariés d'adhérer aussi bien au Front patriotique qu'au syndicat entrant en ligne de compte, afin de témoigner ainsi de leur volonté de collaboration à l'édification corporative. Hélas une petite (!) partie seulement des travailleurs ont jusqu'à présent donné suite à cette invitation en adhérant aux deux organismes cités. Le Front patriotique de même que le syndicat ne sont pas satisfaits des résultats obtenus jusqu'ici et nous (!) sommes par conséquent forcés de prendre des mesures pour obliger tous nos ouvriers et toutes nos ouvrières à adhérer aux deux organisations. Dans ce but une retenue sera pratiquée à partir du 1er septembre sur les salaires, du montant de la cotisation, aussi bien pour le syndicat que pour le Front patriotique.

Vu que seul un inorganisé aurait lieu de protester contre cette retenue, cette mesure permettra de constater exactement qui n'a pas adhéré au syndicat et au Front patriotique et celui-ci n'aura qu'à s'en prendre à lui-même quant aux conséquences éventuelles."

Hitler organise des quêtes. (I.T.F.) Suivant les déclarations du ministère allemand de la Propagande, la situation des ouvriers s'améliore de jour en jour. Par moment toutefois, la vérité ne se laisse pas dissimuler. C'est ainsi par exemple que le "German American Commerce Bulletin" de septembre 1935 qui paraît à New-York par les soins du "Deutsch Amerikanischer Wirtschaftsverband" publie un manifeste qui en dit long: Vivres pour l'Allemagne. Dans cet appel du Troisième Reich la vérité doit être dite, car sinon on ne recevrait plus d'aumônes. C'est pourquoi on reconnaît: "En Allemagne le coût de la vie augmente, les salaires baissent et le pouvoir d'achat décline." On va jusqu'à supplier ceux qui désirent aider, de ne pas attendre et d'agir immédiatement.

Suivant une constatation de Goering à Nuremberg (le 15 septembre) le Troisième Reich se trouve à la fin d'une première période constructive. C'est pour les victimes de cette première période "constructive" qu'Hitler doit faire organiser des quêtes à l'étranger.

La main libre aux employeurs. (I.T.F.) En détruisant les syndicats allemands les Nazis ont privé les travailleurs de la protection des salaires et traitements contractuels. Pendant une période de transition les contrats dictés par les Commissaires au travail ont empêché dans bien des industries une concurrence sans bornes. A présent cependant

les contrats existants ont, avec l'autorisation du Commissaire été suspendus pour des entreprises entières et une rétribution au-dessous du niveau vital y a été mise en vigueur. A présent on poursuit l'atteinte portée au niveau uniforme de rétribution. Par une instruction écrite, le Commissaire au travail a à présent qualité pour exclure du contrat collectif, lorsqu'il le juge "impérieusement nécessaire pour des motifs économiques ou sociaux" des entreprises entières, certaines sections et même certains salariés. Les contrats régulièrement publiés dans le bulletin du ministère du Travail ne sont qu'une duperie. Ils font croire à des salaires et traitements qu'on ne paye plus de manière générale. Pour les ouvriers et employés qui sont exclus du bénéfice du contrat, l'employeur fixe la rétribution comme bon lui semble.

Après l'anéantissement des syndicats, Hitler promit ( lors du Congrès de constitution du Front allemand du Travail) de s'employer "comme un courtier honnête" pour les travailleurs. Les fonctionnaires chargés du contrôle et de la fixation des salaires, les Commissaires au travail relevaient de lui personnellement. Seulement, peu de mois plus tard, Hitler s'est, avec son courage habituel, soustrait à l'obligation qu'il avait prise, faisant incorporer les Commissaires au travail dans la bureaucratie. Le pouvoir de l'Etat totalitaire d'arrêter le niveau des salaires subsista pour commencer. A présent cependant, l'Etat totalitaire se retire de la politique des salaires. Il est remplacé par la "communauté populaire dans l'entreprise". Le "Völkische Beobachter" annonce déjà de la Ruhr que les associations patronales expédient des circulaires "dans le but d'arriver à une uniformisation des salaires dans toute la région". Cette activité des associations patronales est encore illégale, mais la structure sociale de ces associations est déjà parfaitement légalisée. Le Front du travail a l'obligation de créer dans tout le Reich pour les principales industries des Commissions du travail composées par moitié d'employeurs et de salariés. Grâce à l'accord conclu par le Front du Travail avec l'Association nationale-socialiste de juristes ( 6 octobre) chaque employeur peut facilement à présent déléguer son conseiller juridique en tant que "membre du personnel" dans le conseil de confiance et dans la Commission du Travail, car les Commissions du Travail doivent être composées, afin de permettre l'examen de questions d'ordre social, d'employeurs et de salariés "experts en la matière". Les employeurs ont de telle sorte la possibilité légale de régler en accord avec leur conseiller juridique les conditions de travail et de salaire dans leur district. L'Etat totalitaire se retire de la politique des salaires. Les syndicats sont détruits, les Associations patronales ont pour ainsi dire les mains libres. Le mécanisme de terre nazi est opposé à chaque tentative de reconstruction des organisations visant à la protection des ouvriers et employés à présent sans défense.

Les travailleurs payent. (I.T.F.) Les "Führer" du parti nazi avaient promis d'agir, s'il le fallait au prix de leur vie, pour l'application des points du programme du parti et pour l'étatisation de tous les trusts. Ces mêmes "Führer" font protéger leur vie par des gardes de corps grossièrement rémunérées, mais ils n'ont jusqu'à présent étatisé aucune grande entreprise. Les entreprises appartenant à des capitalistes juifs n'ont pas été plus que les autres, mais les propriétaires sont obligés de vendre leur entreprise à des capitalistes aryens. Les ouvriers et employés aryens de ces entreprises vendues sont en grande partie privés de leur gagne-pain. Dans son numéro 296, le "Völkische Beobachter" l'organe central du parti nazi annonce que de grandes sociétés appartenant à des employeurs juifs sont à présent à vendre. "Parmi les acheteurs entrant en ligne de compte il y a en première ligne de grands consortiums. Ceux-ci disposent en effet le plus facilement des ressources voulues pour l'acquisition de grandes entreprises. Les entreprises acheteuses ont surtout un intérêt commercial à l'acquisition de ces anciennes entreprises juives. Elle augmente leur influence et leur facilite de se débarrasser d'un concurrent. Il faut que les travailleurs des entreprises anciennement juives qui sont congédiés en partie, en payent les frais." On voit donc que l'action contre les capitalistes juifs n'aboutit qu'à un renforcement du pouvoir des capitalistes aryens, à la consolidation des trusts et consortiums et au chômage accru.

Que devient l'argent du Front du Travail ? (I.T.F.) A partir du 1er novembre, la cotisation au Front allemand du Travail a une fois de plus été augmentée. La pénurie de matières premières, le recul de la consommation et la livraison de certaines commandes d'armements, obligent de plus en plus les fabriques à introduire le chômage partiel et à congédier

des ouvriers; Le Front du Travail cependant désire maintenir ses revenus à l'ancien niveau : les chômeurs et les chômeurs partiels qui devaient payer jusqu'à présent 20 pfennigs par mois, devront maintenant payer le triple. En même temps le Front du Travail a supprimé les facilités qui existaient pour les membres du parti nazi, pour ceux des S.A. et S.S. et jeunesses hitlériennes. Les membres du parti pouvaient autrefois s'ils le désiraient se borner au paiement de frais d'administration. A présent ils doivent payer tout comme les anciens syndicalistes, amenés par la force au Front du Travail, la cotisation complète. Ils ne peuvent songer à un retrait. Le Front du Travail a publié le 23 octobre un avertissement: Celui qui s'est retiré une fois du Front du Travail ne pourra plus jamais être réadmis et il devra porter les conséquences de son acte, en d'autres termes il ne bénéficiera plus de l'intermédiaire de cet organisme pour trouver du travail. (Angriff N° 249). On cache anxieusement aux membres ce que deviennent les cotisations qu'on leur impose! Lors du Congrès de Nuremberg on a donné pour la quatrième fois un rapport sur les finances du Front du Travail en 1934 et pour les quatre fois les chiffres étaient différents. Probablement toutes les pièces justificatives de la comptabilité sont falsifiées. Les membres ont jusqu'à présent pu apprendre à l'occasion des nombreux procès contre les bonzes bruns accusés de corruption où est allée, en partie, du moins, leur cotisation. A présent le Front du Travail vient de créer un tribunal spécial de corruption, "Cour de discipline et d'honneur" qui siège à huis clos. Vu que depuis le 30 septembre chaque critiqueur peut-être traduit devant ce tribunal spécial, les quelques rarisinités seront encore plus prudents que jusqu'à présent pour divulguer des renseignements sur les endroits où va l'argent du Front du Travail.

"L'Allemagne entière...." (I.T.F.) Le Völkische Beobachter" du 8 octobre nous assure une fois de plus : " L'Allemagne entière est nationale-socialiste ". 9 jours plus tard la dictature nazie s'était vue obligée de proclamer une ordonnance suivant laquelle quiconque injurie ou expose au mépris sciemment et méchamment le parti nazi ou une de ses sections, peut être traduit devant un tribunal spécial. Le Front allemand du Travail est parmi les sections du parti nazi qui ne réussissent que par la terreur à se protéger contre les critiques qui vont en augmentant.

La défense ferroviaire. (I.T.F.) La Reichsbahn allemande procède sur tout le territoire du Reich-- également dans la zone démilitarisée-- à de nouveaux recrutements dans la "Bahnschutz", le corps de la défense ferroviaire. Tous ouvriers et employés assez jeunes sont invités à en faire partie. Ils sont dressés pendant quatre semaines et doivent, après la fin du cours s'engager à participer régulièrement à des exercices de tir. Pendant la période de formation on leur paye une indemnité d'un mark par jour en sus du salaire. Certains jeunes agents sélectionnés sont détachés pendant 3 mois dans un aérodrome militaire. Ils continuent, eux aussi, à toucher le salaire intégral. L'armée considère le personnel de la Reichsbahn comme une réserve naturelle et fait ce qu'elle peut pour militariser la plus grande entreprise du monde. Malgré sa situation financière désastreuse, la Reichsbahn doit financer de ses propres poches cette militarisation.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Les chauffeurs n'ont qu'à chômer. (I.T.F.) Le 1er octobre les transports non réguliers relevant jusque là des autorités policières urbaines ont passé sous le contrôle des autorités du Reich. Il a fallu faire une nouvelle demande de concession pour la totalité des 21.500 autotaxis. Les autorités déclarèrent que les concessions seraient retirées à un tiers des 13.200 taxis circulant dans les grandes villes, à 12% des 850 taxis des villes moyennes et à 8% des 7.500 taxis des petites villes. C'était là, au dire des autorités, l'unique manière de venir en aide aux entreprises de taxis. Une indemnisation de 2.000 à 3.000 marks pour la première voiture et de 350 à 500 marks pour chaque voiture de plus a été offerte aux entreprises de taxis des grandes villes et villes moyennes. Dans les petites villes aucune indemnisation n'est accordée. Quant aux chauffeurs, personne n'a songé à les indemniser. Or, une petite partie seulement des entreprises a volontairement renoncé à la concession; à Berlin on n'a sollicité une indemnisation que pour 760 des 6.000 voitures. Les autorités ne s'en sont pas laissé arrêter. A Hambourg on a refusé la concession à 713 sur un total de 1.553 taxis; à Berlin 2.400 concessions n'ont pas été renouvelées. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre dans le Troisième Reich de la communauté populaire, la concession a été retirée à tous les petits employeurs et petits propriétaires conduisant eux-mêmes; les grandes entreprises ont immédiatement obtenu le renouvellement désiré! L'indignation parmi les chauffeurs est si grande que même un hebdomadaire nazi, qui a des relations avec la Gestapo, est obligé de protester: "A l'heure qu'il est encore le 90% de tous les propriétaires d'auto-taxis (berlinois) sont de petits propriétaires. 2.800 d'entre eux environ ne possèdent qu'une voiture qui doit assurer leur existence et celle de leur famille et en général leur permettre encore de payer un aide". Seulement "tandis que d'anciens combattants et des membres du parti étaient condamnés à perdre leurs moyens d'existence, d'importantes entreprises juives (!) obtenaient de nouvelles concessions". On sacrifie au grand patronat même les chauffeurs nazis.

Les dividendes avant tout. (I.T.F.) Le Commissaire au travail a remplacé le contrat collectif conclu en 1932 par les organisations syndicales dans la navigation rhénane, par une ordonnance sur les salaires. Les matelots employés par les petits patrons ne sont plus assujettis à l'ordonnance. De telle sorte, pour environ un quart des travailleurs de la navigation rhénane, les heures de travail sont seules réglées; le salaire peut arbitrairement être fixé par le patron. Quant aux sociétés d'armement, l'ordonnance nazie a laissé les salaires des officiers de pont, matelots et 2ème mécaniciens au bas niveau de l'année de crise 1932, bien que les grands armateurs, tels que la société Fendel, aient pu doubler leurs dividendes. Vu l'augmentation considérable des retenues, le revenu net des bateliers du Rhin est encore au-dessous du taux de 1932. L'allocation familiale de 3 à 11%, nouvellement introduite, ne compense pas l'avalissement, car une petite partie seulement des équipages a charge d'enfants. Pour les capitaines et les mécaniciens, l'ordonnance ne garantit que le traitement de début et plus les avancements. Le paiement prévu pour les voyages effectués un dimanche de congé a été ramené de 50 à 25 pfennigs par heure.

La nouvelle ordonnance est applicable depuis le 1er juillet 1934, ses effets peuvent donc être constatés. La société Fendel a pu, pour le dernier exercice doubler ses dividendes et les autres sociétés ne vont pas mal non plus. Mais les travailleurs de la navigation rhénane allemande n'ont rien remarqué de ces bienfaits; l'ordonnance n'a réalisé aucune des promesses nazies. Encore les Nazis auraient-ils pu, dans la navigation rhénane, réaliser plus facilement qu'ailleurs, leurs promesses, en se servant de leur influence sur la société Fendel contrôlée par l'Etat. Pour les petites entreprises le consortium Thyssen est d'une importance primordiale et M. Thyssen est un des adhérents de premier plan du parti hitlérien. Dans le Troisième Reich toutefois les intérêts des actionnaires priment ceux des travailleurs. Les bateliers rhénans ne s'en aperçoivent que trop.

Un camarade venant de rentrer d'un voyage en Italie nous communique aux fins de publication l'article ci-après:

L'aspect que nous offre l'Italie.

Mussolini joue gros jeu avec sa guerre "de civilisation" en Abyssinie. Une visite faite actuellement aux villes et villages d'Italie en fournit des preuves en profusion, en dépit de la propagande plus intense que jamais faite par le gouvernement, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

Aucune exposition--dans quelque domaine que ce soit-- n'est organisée à l'étranger, sans que l'Italie y participe dans une large mesure afin de révéler au monde les bienfaits du fascisme!

A l'intérieur du pays, la presse décrit journallement avec lyrisme la position brillante que l'Italie actuelle occupe dans le monde, la façon dont elle devance les autres pays dans les domaines de l'art, de la science, de la technique sans oublier celui de la prévoyance sociale, le respect qu'elle inspire de ce fait aux autres nations et l'avenir plein de promesses qui se prépare pour l'empire fasciste en plein progrès, sous la conduite infailible du Duce.

L'étranger qui, en Italie, ouvre les yeux et les oreilles se rend cependant bien rapidement compte que tout cela--sans parler encore des circonstances créées par la guerre-- n'est que battage et bluff.

L'activité d'ordre social et technique, comme par exemple les institutions pour soins aux nourrissons, la construction d'habitations, l'éducation ouvrière, la construction de ponts, de chaussées et de routes, l'assèchement de lacs et de marais, a donné lieu aux fascistes d'organiser -- entre autres à l'Exposition de Bruxelles-- une exhibition qui, malgré le bon goût latin, allait jusqu'à l'emphase.

Lorsqu'on compare les faits et les chiffres, on se rend immédiatement compte que ces mêmes travaux sont exécutés à l'étranger dans une mesure plus vaste et y sont considérés comme allant de soi, ce qui était d'ailleurs également le cas pour l'Italie d'avant le fascisme, surtout dans les régions où l'influence du mouvement ouvrier avait la possibilité de se faire valoir. L'administration municipale et la prévoyance sociale de Milan pouvaient être citées en exemple, et combien de ces "miracles" techniques dont les fascistes se glorifient maintenant, n'étaient pas déjà commencés sous le régime démocratique?

On est avec cela, fortement frappé, par la tendance fasciste de faire tout pour la façade. Par exemple, la nouvelle gare de Milan, commencée d'ailleurs, elle aussi, dans la période préfasciste, a été l'objet de descriptions et d'illustrations envoyées dans le monde entier comme preuves de ce que le fascisme peut réaliser. Ajoutons que les opinions au sujet de la beauté de cet édifice doivent être fortement divergentes. Aux endroits cependant moins fréquentés par les touristes étrangers, les gares et le matériel laissent énormément à désirer.

Les nouvelles autostrades reliant divers centres qui doivent passer pour ce qu'il y a de plus remarquable sur ce terrain, sont surpassées au point de vue pratique et esthétique par celles construites dans nombre d'autres pays. Et les routes et chemins qu'on rencontre en dehors des artères principales sont comparables à ceux des Balkans et de la Pologne.

Il en est de même pour la construction d'habitations. Ce qui a été accompli sur ce terrain en Italie se trouve être minime lorsqu'on le compare avec les travaux effectués à l'étranger, et se limite à nouveau -- en dehors de ce qui subsiste d'antan-- en grande partie aux endroits qui crèvent les yeux. Pour le reste les maisons délabrées, les cavernes et taudis dans lesquels on habite ont beau être pittoresques au plus haut degré, dans les pays démocratiques de l'Europe occidentale ils auraient, même par les temps actuels, en grande partie été déclarés inhabitables.

Le fascisme prétendait bannir la mendicité et la prostitution. Dans les rues et sur les chemins déserts nous avons rencontré autant de mendiants qu'auparavant et davantage que dans les pays non fascistes. Et pour ce qui est de la prostitution, des fonctionnaires supérieurs fascistes en uniforme ne voient aucun inconvénient à s'exhiber en public en compagnie de dames dont l'aspect permet de conclure indubitablement qu'elles exercent la "plus ancienne des professions".

Le paysan de l'Europe occidentale a l'air d'un véritable dandy en comparaison du campagnard italien dans ses misérables guenilles. Ce phénomène ne se limite pas à la population paysanne, mais la plus grande partie de la population citadine présente aussi cet aspect minable. Le fait que l'Italien affectionne de s'habiller avec soin le rend plus frappant et lui donne plus de signification.

C'est partout la même chose : Le personnel des trains sur les grands express internationaux, est bien mis, mais le voyageur intéressé qui regarde autour de lui ne se rend que trop rapidement compte de l'habillement en général piteux du personnel de toutes catégories qui circule dans les gares et le long des voies. Même le chef de train sur un convoi desservant deux importantes villes de province ne faisait pas exception à cette règle, mais il faut dire qu'il s'agissait d'un train local, le matin de bonne heure, ne transportant pour ainsi dire pas d'étrangers.

Ceux qui, dans les trains, ne sont pas mal habillés, ce sont les hommes de la milice fasciste des chemins de fer qui accompagnent tous les trains pour le contrôle et dont le travail consiste dans les cas les plus favorables à fournir aux voyageurs mal informés des renseignements sur les horaires des trains etc. Mais leur rétribution est égale au salaire d'un employé moyen! Et lorsque les dominateurs fascistes se vantent d'avoir réduit, plus que dans aucun autre pays, les effectifs des cadres des chemins de fer, (ce personnel est en effet tombé d'env. 240.000 en 1921 à 138.888 en 1933, correspondant à 42,6%), ils oublient de mentionner les lourdes charges occasionnées par les innombrables mouchards de la milice et gardiens de "l'ordre" qui grèvent le budget des chemins de fer.

*Faut cela*

Suivant des chiffres officiels, publiés dans l'"Annuario Statistico" leur nombre total était en 1933 de 19.376 dont 4.837 sont journalièrement en service. La même source de renseignements cite comme dépenses annuelles pour ce "service" la somme de  $4\frac{1}{2}$  millions de livres, c'est-à-dire env. 52,5 millions de francs. La population italienne le sait, mieux même que le touriste étranger. Elle en ressent directement les conséquences : Le pays se trouve depuis longtemps au-delà de l'état de banqueroute. La guerre pose de nouvelles exigences énormes--1.200.000 soldats en tout sont mobilisés-- les impôts ont été considérablement accrus et les salaires réduits comme nulle part.

Le salaire moyen d'un mécanicien aux chemins de fer est d'env. frs:23.- celui d'un chauffeur de frs.19.-, d'un ouvrier des manoeuvres de frs: 16.- et celui d'un ouvrier, ouvrier de la voie et serre-frein de frs: 15.- La réduction des salaires pratiquée depuis le début du nouveau régime est d'env. 40%. Les ouvriers qualifiés dans les grandes villes, les menuisiers, ajusteurs, peintres et typographes touchent un salaire horaire de frs. 2.- en moyenne; les tailleurs gagnent frs 1,80 et les conducteurs de camion frs: 18.- par jour. Et ce sont là les salaires élevés! Les ouvriers agricoles "bénéficient" de salaires horaires s'élevant en moyenne à fr: 1.- et fr: 1,10; pour les femmes c'est la moitié. Avec cela ils ne font en moyenne que 200 journées de travail par an. Les journaux des corporations fascistes doivent pas dessus le marché se plaindre sans cesse de ce que les patrons n'observent pas ces salaires "contractuels".

Les prix des vêtements et de plusieurs autres articles de première nécessité ne sont pas plus bas qu'en Europe occidentale, parfois même plus élevés. Ce n'est que le niveau de vie fort bas et les besoins modestes qui permettent à la grande masse de nouer les deux bouts. Toutefois, ne demandez pas comment!





L'assurance-chômage consiste en le versement pendant 90 jours d'une allocation variant entre 1,25 et 3,75 lires ( env. 1,50 frs et 4,50 frs.) selon la classe de cotisation à la caisse d'assurance-chômage. Pour avoir droit à ce secours, on doit avoir payé pendant deux ans 24 cotisations bimensuelles à la caisse. Seuls ceux qui pendant les deux années écoulées ont versé un minimum de 36 cotisations bimensuelles peuvent compter sur le paiement de l'allocation de chômage pendant 120 jours. Après ce délai le chômeur en est réduit à recevoir de l'aide d'institutions de bienfaisance fascistes qui ne donnent que des secours en nature.

Si malgré tout cela, la situation reste telle quelle et empire même, sans qu'il y ait de la résistance, cela s'explique fort bien. Il y a d'une part le formidable appareil d'oppression dont dispose l'Etat fasciste. Partout où des gens se réunissent, il n'y a pas seulement une quantité de police ordinaire ou de maréchaussées, mais aussi des membres armés des nombreux corps fascistes, sans oublier avec cela les agents en civil. D'autre part il y a les moyens dont disposent les dominateurs de comprimer les travailleurs de leur gagne-pain. En songeant à tout cela, on comprend combien la résistance est difficile et comment il est possible au gouvernement d'étouffer dans le germe toute tentative d'opposition.

A côté de cela la propagande incessante de l'Etat, qui ne recule devant frais ni peine, pour pénétrer la population de la conviction que grâce au nouveau régime et malgré les difficultés de l'heure actuelle, elle va vers un avenir meilleur, ne peut pas rester sans effet. Journallement une pression est exercée par les écoles, l'église et la presse et on fait appel au sentiment d'enthousiasme pour l'édification de la nouvelle Italie, souvent de la manière la plus démagogique ( les derniers manifestes de Mussolini avant la guerre étaient adressés à "l'Italie prolétarienne et révolutionnaire").

Pendant les 13 années du régime fasciste une jeune génération a en outre grandi qui ne sait rien du socialisme et du mouvement ouvrier indépendant et qui est par conséquent doublement ouverte à la propagande incessante nationaliste et trouve logiquement du plaisir à jouer aux soldats et en général au militarisme que Mussolini a apporté à l'Italie.

A côté des centaines de mille qui vivent du nouveau régime il y a sans aucun doute beaucoup d'autres qui nourrissent l'espoir que le régime actuel profitera finalement au pays malgré les défauts de l'heure. C'est surtout sur les éléments jeunes que les promesses et les grands mots du Duce ont fait impression-- ils n'ont pas eu l'occasion de les analyser avec un esprit critique-- et l'explication qui nous a été donnée par des Italiens dont le jugement a de l'importance ne semble pas trop risquée. Ils affirment que la guerre était devenue une nécessité pour le régime en raison de l'état d'esprit que de longues années de propagande et de promesses avaient créé parmi la jeunesse et il est un fait en tout cas que ces derniers temps la publication de diverses revues pour la jeunesse a été interdite.

x

C'est dans les circonstances que nous venons de dépeindre que la guerre a été déclenchée et que le moment décisif a sonné pour Mussolini et son régime. S'il réussit par de l'audace et en exploitant adroitement la crainte qu'inspire Hitler à l'Europe occidentale, ainsi que par la mollesse des autres gouvernements à conquérir des avantages pour l'Italie, par exemple des concessions en Abyssinie et un appui financier en échange d'une cessation des hostilités, sa position s'en trouvera sans aucun doute renforcée. Il trouvera certes le moyen d'imposer le silence au mécontentement suscité auprès d'une partie de la population par la déception découlant de l'éducation dont elle a été l'objet ces dernières années et des r nflants discours guerriers. Si cependant les gouvernements des autres pays tiennent bon et appliquent les décisions de la Société des Nations -- prises cette fois contre l'Italie mais constituant en même temps un avertissement pour d'autres en Europe-- Mussolini se trouvera sans doute en fort mauvaise posture, même malgré les victoires déjà remportées en Abyssinie et les "exploits" encore à accomplir.

Le ministère de la Presse et de la Propagande ne néglige rien pour laisser ou mettre les masses dans un état d'hypnose. Des reproductions du Duce dans des attitudes héroïques et munies de légendes vigoureuses prônent sur les murs dans toutes les rues jusque dans les moindres petits villages. On ne rencontre aucun bureau, café ou magasin, qui ne soit affublé de photographies et de tableaux du dictateur dans toutes les poses imaginables. La vente des portraits de Mussolini comparée à ceux de Sa Majesté ou du Prince héritier est dans un rapport de dix à un environ. Les rues, les murs les rochers mêmes sont peints ou couverts d'affiches faisant ressortir l'attachement et l'obéissance au Duce "qui ne se trompe jamais" et reproduisant des devises concernant l'emploi et la gloire que chacun peut trouver en Afrique ainsi qu'au sujet de la mission de libération et de civilisation du fascisme en Afrique. On en voit d'autres disant que les fascistes n'ont cure de ce que le monde raconte à leur sujet, qu'ils ne se laisseront pas dérouter, que l'Italie doit être une nation de guerriers et autres sottises belliqueuses.

La presse quotidienne n'est qu'un chant de louanges du régime fasciste et des brillantes qualités et faits héroïques de l'armée italienne. L'inquiétude et la crainte qu'inspirent les sanctions se trouvent leur expression que par les déclarations trop souvent répétées que l'Italie n'a pas peur et dans les injures à l'adresse de la Société des Nations ainsi qu'à celle de l'Angleterre.

La langue italienne se prête peut-être plus que n'importe quelle autre langue à exprimer l'ironie, la haine et l'horreur au sujet de personnes ou de faits. C'est effrayant de voir à quel bas niveau est tombée la presse, particulièrement la presse soi-disant humoristique, pour combattre l'adversaire, que ce soit la Société des Nations ou les Abyssins. Il ne reste plus un grain d'esprit chevaleresque. La manière par exemple dont on représente par l'image et par la parole le Négus et les membres féminins de sa famille est tout simplement repoussante.

Plus encore qu'en temps normal, les divers groupements fascistes font des parades et une place importante est réservée aux groupements de jeunesse, garçons et filles à partir de l'âge de 8 à 10 ans. Les garçons sont armés à partir de 12 ans, de fusils de petit format, mais complets et surmontés de la baïonnette. Après chaque grande "victoire" il y a en outre des démonstrations "spontanées".

x

Les réunions de la mobilisation générale du 2 octobre ont vu se rassembler en effet un nombre important de personnes. Néanmoins, malgré toutes les peines que se donne le gouvernement, une visite à l'Italie vous fait constater même après un court séjour, que la guerre n'y est pas populaire. Le but en lui-même -- l'Abyssinie -- ne dit rien car on se demande quelle utilité pourrait rapporter à la population italienne même une soumission complète, de ce pays si peu approprié à l'émigration.

On constate dès à présent un renchérissement quasi général de la vie. Le gouvernement tâche bien d'intervenir mais devant le danger menaçant des futurs déficits il ne peut pas empêcher ni la hausse des prix ni les achats du public qui veut faire des provisions. On a pu jusqu'ici maintenir le prix du pain mais tout le monde s'attend à une introduction prochaine de "cartes de pain". "Comment -- se demande-t-on partout avec inquiétude -- l'Autriche et la Hongrie qui se sont soustraites aux sanctions, pourront-elles nous assister suffisamment. L'hiver est attendu avec appréhension.

Les parades fascistes -- auxquelles nous avons pu assister dans diverses villes, grandes et petites -- soulèvent aussi bien peu d'intérêt. Il était manifeste que le gros de la population y était étrangère. Parfois des réflexions mordantes étaient faites -- fût-ce à voix assez basse -- contre ces gaspillages d'argent et la corruption de l'enfance. Une des démonstrations "spontanées" de joie après les premières victoires italiennes dans une des principales villes d'Italie du Nord était formée par un seul groupe d'une petite centaine d'hommes et de garçons avec musique, ainsi que d'une cinquantaine de jeunes gens -- employés et étudiants à en juger d'après l'aspect --

qui en chantant sans discontinuer l'hymne fasciste "Giovinezza" ne faisaient qu'aller et venir du centre de la ville vers les quartiers extérieurs. Piètre représentation malgré tout le bruit ! Plus d'une fois aussi nous avons pu voir que les militaires chargés du service d'ordre lors des parades fascistes ne cachaient pas leur sarcasme.

Le manque de confiance en la propre presse et en les déclarations officielles ressort aussi de l'intérêt avec lequel on lit les journaux étrangers. Lorsqu'un Italien était en train de lire en public un journal français ou anglais, tout de suite des groupes se formaient autour de lui, désireux d'être renseignés sur le contenu. Aussi, la presse italienne a-t-elle déjà écrit que c'était une "honte" que certains Italiens s'empressaient tous les jours de lire un journal étranger et écoutaient de préférence des postes d'émission étrangers. Probablement assisterons-nous sous peu à une décision "spontanée" de vendeurs de journaux de ne plus commander de feuilles étrangères. De telle sorte, ce n'est pas le gouvernement qui interdit la vente mais le résultat est le même et le gouvernement peut consacrer son attention à la radio!

x

Une visite à l'Italie, ce pays délicieux avec ses trésors d'art et ses beautés naturelles, avec sa population au fond si aimable de caractère, renforce l'horreur du fascisme qui a détruit tant de bonnes et belles choses et n'est pas en mesure de les remplacer par autre chose que l'esclavage, l'appauvrissement moral et matériel, la faim et la guerre. Mais une telle visite renforce aussi l'espoir que le fascisme trouvera la mort dans ses propres immondices.

Il est vrai qu'une petite minorité domine toujours parce qu'elle dispose de tout l'appareil de l'Etat. Il est vrai que la grande masse, lente à se réveiller, subit toujours le rôle de spectateur passif, fût-ce avec un mécontentement et un souci croissants.

Seulement quand viendront les contre-coups, soit que la Société des Nations prenne des mesures contre ceux qui ont déchaîné le monstre de la guerre, soit que les Abyssins réussissent malgré leur infériorité quant aux armements, à repousser l'envahisseur, soit encore que le nombre des victimes parmi les soldats italiens du climat éthiopien meurtrier, rappelle à la population restée à l'arrière les paroles prononcées jadis par le révolutionnaire Benito Mussolini dans sa campagne contre la guerre coloniale de cette époque et pour imposer le châtiment des gouvernements responsables -- la situation sera modifiée certainement.

Ou bien la maison royale que les fascistes ont dégradée jusqu'à moins qu'un décor et qui, suivant des renseignements sûrs, voit avec souci la place où a été refoulée l'Italie dans le concert des peuples, se débarrassera au moyen de l'armée des dominateurs actuels afin de ne pas périr avec eux, ou bien le peuple saura trouver les moyens de se révolter malgré l'oppression et de reprendre son sort en mains.

Nos camarades qui luttent dans l'Italie fasciste, au péril de leur vie, pour la liberté et la démocratie ont une tâche très lourde, mais une belle tâche à accomplir.

Appuyons donc ces héros par tous les moyens qui se trouvent à notre disposition!